

Européennes : quels engagements des candidats pour la Palestine ?

31 mai 2024



La Plateforme des ONG françaises et l'Association France Palestine Solidarité ont envoyé en avril aux têtes de listes aux élections européennes de juin 2024 un questionnaire portant sur plusieurs enjeux liés à la défense des droits des Palestiniens. Les équipes de campagne de Manon Aubry (La France insoumise), Léon Deffontaines (Parti communiste), Raphaël Glucksmann (PS-Place publique), Selma Labib (NPA), Guillaume Lacroix (Europe Territoire Ecologie) et Marie Toussaint (les Écologistes) nous ont fait part de leurs réponses.

Concernant l'engagement pour un **cessez-le-feu, la fin de blocus de la bande de Gaza et le retrait**

de l'armée israélienne de la bande de Gaza, nous notons un consensus des listes qui nous ont répondu en faveur de cette demande. La liste écologiste de Marie Toussaint soutient un *“cessez-le-feu immédiat inconditionnel et permanent”*. Manon Aubry indique que *“la France insoumise a été le premier et pendant longtemps le seul mouvement à exiger un cessez-le-feu à Gaza”*. Le Parti communiste français déclare qu'il *“n'a cessé de se mobiliser pour la levée du blocus, illégal, de Gaza imposé par Israël en 2006”*. Pour la liste Europe Territoire Ecologie, *“l'accord de cessez-le-feu doit permettre la libération des otages du Hamas, le retrait de l'armée israélienne et une reprise du dialogue afin de reconnaître officiellement les droits du peuple palestinien.”*

A propos de la **suspension de l'accord d'association UE-Israël**, même unanimité. La tête de liste écologiste appelle à la suspension de l'accord d'association, et considère que faute d'accord européen, la France doit mettre en place des sanctions économiques, diplomatiques et politiques. La France insoumise considère que *“la suspension de cet accord est fondamentale pour faire pression sur le gouvernement israélien et entamer un rapport de force vers la paix”*.

L'interdiction d'importation des biens et services provenant des colonies dans l'Union européenne fait l'objet d'un consensus parmi les candidats des listes de la France insoumise, du Parti communiste français, de la liste PS/Place publique et des Écologistes. La liste portée par Manon Aubry considère qu'une interdiction des produits des colonies *“serait une mesure efficace pour appliquer le droit international”*. Léon Deffontaines rappelle que le PCF a, à partir de février 2022, participé à l'Initiative citoyenne européenne (ICE) sur l'interdiction du commerce avec les colonies israéliennes en territoire palestinien. La liste Europe Territoire Ecologie ne s'engage pas pour une interdiction d'importation des produits des colonies, mais indique qu'*“Importer des biens et services des colonies c'est d'une certaine manière accepter cette colonisation.”*

Les listes menées par Raphaël Glucksmann, Léon Deffontaines, Marie Toussaint et Manon Aubry s'engagent toutes à agir pour que l'Union européenne soutienne activement les **procédures en cours devant la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale**. La tête de liste PS/Place publique souligne que *“l'UE et les États parties doivent renforcer leur soutien budgétaire pour doter pleinement la Cour pénale internationale des ressources et moyens nécessaires à ces travaux”*. La France insoumise souhaite quant à elle que la Cour pénale internationale *“juge l'ensemble des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis durant le conflit israélo-palestinien”*.

Unanimité aussi pour ce qui relève de la **défense de la liberté d'expression sur la question palestinienne et le droit de critiquer les politiques israéliennes contraires au droit international**. Pour la liste PS/Place publique, Raphaël Glucksmann indique qu'il est *“fermement opposé aux interdictions de rassemblements, de manifestations et de conférences a priori”*. La liste des Écologistes *“condamne la criminalisation des militants et dirigeants politiques exprimant leur solidarité avec le peuple palestinien”*.

Les candidats qui ont répondu à notre questionnaire s'engagent aussi à défendre le **maintien de l'UNRWA et de ses financements par l'Union européenne**. Pour Raphaël Glucksmann, *“il est absolument nécessaire que ceux ayant suspendu leur aide la rétablissent et que nous multiplions encore l'appui budgétaire aux travaux essentiels de l'UNRWA”*. Le Parti communiste français indique qu'il a appelé la communauté internationale à rétablir de toute urgence le financement de l'UNRWA et à mobiliser les pays européens pour renforcer leurs apports financiers nécessaires au bon fonctionnement de l'UNRWA. Selon la liste Europe Territoires Ecologie, *“l'UNRWA est une structure sérieuse et utile pour l'aide humanitaire à défaut d'Etat propre de Palestine”*.

Retrouvez l'intégralité des réponses de :

1. Les Écologistes (Marie Toussaint)
2. Europe-Territoire-Ecologie (Guillaume Lacroix)
3. La France insoumise (Manon Aubry)
4. Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires (Selma Labib)
5. Parti communiste français (Léon Deffontaines)
6. Parti communiste révolutionnaire (Olivier Terrien)
7. Parti socialiste - Place publique (Raphaël Glucksmann)

Européennes 2024
Quels engagements des candidats pour
l'application du droit en Palestine ?

	Cessez-le-feu et blocus	Suspension de l'accord d'association UE-Israël	Interdiction des produits des colonies	Justice et lutte contre l'impunité	Liberté d'expression	Soutien à l'UNRWA
	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘
	✔	✔	✔	✔	✔	✔
	✔	✔	✔	✔	✔	✔
	✔	✔	✔	✔	✔	✔
	✔	✔	✔	✔	✔	✔
	✔	✔	✔	✔	✔	✔
	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘

✔ Position favorable et engagement concret
 ✔ Position favorable
 ⚡ Engagement partiel

✔ Position favorable
 ⊘ Pas d'engagement

Retrouvez l'ensemble des réponses sur
www.pplateforme-palestine.org et www.france-palestine.org

Et les autres candidats ?

Nous avons aussi envoyé des questionnaires aux listes de Valérie Hayer (Besoin d'Europe, majorité présidentielle) et François-Xavier Bellamy (Les Républicains), qui ne nous ont pas répondu malgré plusieurs relances.

La seule mention à la situation israélo-palestinienne dans le programme de la liste menée par Valérie Hayer est de *"poursuivre nos initiatives diplomatiques en faveur de la paix et de la liberté en Europe, au Proche et Moyen-Orient"*. Le 21 mai, Valérie Hayer a déclaré lors d'une interview sur BFMTV *"Israël a le droit de se défendre mais doit aussi respecter le droit international humanitaire à Gaza, et aujourd'hui ça n'est pas le cas"*.

François-Xavier Bellamy a déclaré le 19 mai sur BFMTV qu'il était *"d'accord pour l'urgence d'un cessez-le-feu, qui mettrait fin à la souffrance que traversent aujourd'hui les Palestiniens de Gaza."* Le programme de la liste Les Républicains ne fait pas du tout référence à la situation en Israël ou en Palestine.

Nous avons fait le choix, comme pour les précédentes interpellations aux candidats à des élections - présidentielles, européennes ou législatives - de ne pas adresser les questionnaires aux candidats de l'extrême-droite, qui ne partagent pas le socle commun de valeurs républicaines, démocratiques et de respect de l'Etat de droit.

Photo : le Parlement européen à Strasbourg. Crédits : JeffOwenPhotos / Flickr Creative Commons

- Emplacement : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Europeennes-quels-engagements-des-candidats-pour-la-Palestine>